

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 25/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KUHN MGM**

4 impasse des Fabriques  
67700 SAVERNE

Références : 0006703247/CF/CE  
Code AIOT : 0006703247

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement KUHN MGM implanté Parc de la Faisanderie - 67700 MONSWILLER. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à incendie

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KUHN MGM
- Parc de la Faisanderie - 67700 MONSWILLER
- Code AIOT : 0006703247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kuhn exploite plusieurs sites dans le secteur de Saverne. La société Kuhn MGM est spécialisée dans la fabrication et le montage de machines agricoles et forestières. Le site de Monswiller dédié à l'assemblage de grandes machines fait l'objet d'une autorisation d'exploitation au titre des installations classées par arrêté préfectoral depuis le 09/05/2007 notamment pour les rubriques 2565 (traitement de surfaces métalliques), 2920 (installations de compression) et 2940

(application de vernis, peinture...). Il accueille aussi des activités soumises à déclaration sous les rubriques 2575 (emploi de matière abrasives) et 2910 (combustion).

Son activité de traitement de surface répond également à un classement "IED" sous la rubrique 3260 pour un volume total de cuves supérieur à 30 m<sup>3</sup>. De ce fait, les rejets eau de l'installation font l'objet d'un suivi spécifique renforcé encadré par des arrêtés complémentaires en 2009 et 2013.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident - incident	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la situation suite à l'incendie qui s'est déclaré en fin de journée le 04/03/2025 au niveau du silo de récupération des poussières de grenailage. L'exploitant a prévenu l'inspection le lendemain de l'incident par courriel. Il est attendu que l'exploitant transmette sous 15 jours un rapport d'incident.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accident - incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie du 04/03/25
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21/09/1977). L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise. "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un incendie survenu le 04/03/2025 sur le site de production de machines agricoles qu'il exploite à Monswiller. Cette information a été transmise le lendemain de la survenue de l'incendie.</p> <p>Au regard des constatations effectuées par l'inspection lors de la visite sur site du 06/03/2025 et des informations fournies par l'exploitant, il ressort principalement les éléments suivants :</p> <p>1. Circonstances</p> <p>Mardi 04/03/2025, 18h15 (environ)</p> <p>Un incendie s'est produit dans le silo de récupération des poussières de l'installation de grenailage. Cet incident a déclenché la coupure automatique de l'alimentation électrique et le déclenchement automatique du dispositif d'extinction à l'azote. Celui-ci n'a pas permis de stopper complètement l'incendie. L'atelier a été évacué de façon préventive. C'est l'intervention de l'équipe de pompiers de l'exploitant qui a permis d'éteindre le feu à l'aide d'extincteurs et des robinets d'incendie armés (RIA).</p> <p>L'exploitant a toutefois contacté les pompiers qui se sont déplacés et ont procédé à des mesures afin de déterminer si le retour des employés dans les locaux était possible.</p> <p>Après ventilation des locaux, sur accord des pompiers, les employés ont pu réintégrer les lieux à l'exception de l'atelier peinture.</p> <p>2. Causes</p> <p>Elles restent à définir. Une analyse technique est en cours.</p> <p>3. Effets sur les personnes</p> <p>L'incendie n'a pas fait de blessés mais 3 personnes ont été incommodées par les fumées. Elles ont</p>

été prises en charge par le personnel soignant du site et les pompiers et leur état n'a pas nécessité d'hospitalisation.

#### 4. Effets sur l'environnement

Les eaux d'extinction sont restées confinées dans le bâtiment. Elles ont été pompées par l'exploitant, mises en containers en vue de leur évacuation comme déchet en filière adaptée.

Aucune pollution n'a été constatée.

#### 5. Mesures mises en œuvre suite à l'incident

Un rapport d'incident va être transmis par l'exploitant. Il devra tirer de ce retour d'expérience des enseignements et des mesures à mettre en œuvre pour éviter un incident similaire sur cet équipement.

#### 6. Bilan

Le feu a été maîtrisé par les opérateurs internes. Il n'y a pas eu de blessés ni de pollution du milieu naturel.

Aucune suite administrative n'est envisagée à ce jour.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet sous 15 jours, à compter de la survenue de l'incident, un rapport précisant les faits, interventions, investigations, recherche des causes, suivi et justificatifs de remise en état de l'exploitation, bilan et actions préventives visant à éviter un incident similaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite